



Le 4 février, refusons l'inacceptable, agissons pour le progrès social !

Si la période que nous vivons douloureusement doit nous astreindre à la prudence et la bienveillance, elle ne doit pas pour autant nous réduire au silence et à la soumission.

Alors que la majorité doit s'adapter en permanence aux mesures de restrictions afin de pallier les défaillances de dizaines d'années d'appauvrissement des politiques et des moyens publics, faire face aux restructurations et aux plans de licenciements, d'autres profitent de la crise pour se remplir encore plus les poches ou pour multiplier les mesures liberticides. Dans le même temps, la pauvreté et la précarité gagnent du terrain notamment pour les jeunes.

Dans les ministères l'heure est à l'accélération des réformes pour s'adapter aux baisses d'effectifs et aux logiques libérales au profit du secteur marchand abreuvé d'aides publiques sans contraintes de résultat, ni de planification pouvant pourtant conduire à un réel changement de société.

Revendiquer la justice et le progrès social, c'est refuser l'inacceptable. C'est pourquoi la CGT ne baisse pas pavillon y compris dans ce moment difficile et réaffirme que des solutions existent pour répartir les ressources, les moyens de subvenir aux besoins, l'emploi. Ce n'est pas qu'une question d'économie mais de choix de civilisation. La CGT refuse toute résignation quels que soient la période et le contexte. Elle propose à toutes et à tous de se mobiliser afin de se faire entendre autour de revendications concrètes, notamment :

- ▶ la conditionnalité de toutes les aides publiques au maintien ou à la création d'emplois et leur contrôle,
- ▶ le développement des services publics sur l'ensemble du territoire,
- ▶ 10% pour la fonction publique soit, 10% de temps de travail en moins, 10 % d'effectifs en plus par la création de 500 000 emplois dans la Fonction publique, dont 20 000 aux ministères de la transition écologique et de la cohésion des territoires, 10% d'augmentation indiciaire et salariale et 10% de temps de formation.

La Fédération nationale équipement-environnement s'inscrit dans la journée d'action unitaire du 4 février et appelle l'ensemble de ses syndicats et des personnels à agir et s'engager par tous les moyens possibles pour le progrès social !